

A travers la presse confédérale:

CHARTRE D'AMIENS -- ACTION DIRECTE

F.O.Hebdo n° 1234 - 24/09/70.

Un article du secrétaire général de la confédération intitulé "*Un vieux débat*" reparle de l'indépendance syndicale et de la charte d'Amiens, votée au congrès confédéral de 1906.

Dans son texte le camarade Bergeron affirme que le "*comportement de la confédération FO s'est toujours inscrit dans l'orientation que voulaient les promoteurs de la charte d'Amiens*".

C'est tout de même un peu trop facile de faire référence à la Charte d'Amiens tout en la ramenant à un seul de ses aspects, celui qui concerne l'indépendance syndicale.

Nous aurons l'occasion de revenir dans un prochain bulletin sur cette importante question, pour essayer de montrer qu'il est bien difficile, sinon impossible, de tracer la frontière entre le syndiqué et le citoyen.

Pour aujourd'hui nous mettrons l'accent sur l'autre aspect de la charte, le plus riche en perspectives puisqu'il fixe des objectifs précis au syndicalisme, en des termes sans équivoque:

"Dans l'oeuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc... Mais cette besogne n'est qu'un coté de l'oeuvre du syndicalisme: il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

On pourrait évidemment discuter pour savoir si le syndicat pourrait être à la fois producteur et répartiteur; pour examiner comment les salariés devenus maîtres de la production, gestionnaires, devraient s'organiser pour éviter la naissance d'une nouvelle bureaucratie. Ou encore pour définir les rôles respectifs d'un conseil ouvrier et d'un syndicat dans l'entreprise, ainsi que les noyaux pratiques à mettre en place pour coordonner besoins de la population et niveau de production.

L'essentiel est que la charte d'Amiens fixe au syndicalisme un but précis: abolition du salariat et du patronat, par expropriation de ce dernier. C'est-à-dire l'instauration d'une société sans classe, d'une société socialiste libertaire (parce que dans toute société socialiste autoritaire il y a au moins deux classes: les dirigés et la nouvelle classe dirigeante).

La charte d'Amiens est une condamnation sans appel du système capitaliste. Elle définit la vocation révolutionnaire du syndicalisme. Elle est "*une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'oppression tant matérielle que morale, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe "ouvrière*".

Peut-on prétendre, sans porter à rire, que le comportement de la confédération FO est conforme, à la charte d'Amiens? Où et quand la confédération FO a-t-elle déclaré la guerre au capitalisme? Y essaie-t-on de préparer les travailleurs à assurer la succession du système actuel?

Par la présence dans les commissions du plan? par les interventions auprès des pouvoirs publics ou des parlementaires? par les contrats de progrès?

Allons donc. Il y a bien longtemps que la confédération a renoncé à toute lutte efficace contre le régime capitaliste. On s'en accommode, on cherche tant bien que mal à l'aménager, à le rendre moins insupportable, moins inhumain.

La charte d'Amiens est violée en permanence par le comportement collaborationniste de la politique de présence. De temps en temps on en ressort une phrase ou deux, pour les besoins de la cause, pour tenter de justifier une prétendue indépendance.

Les idées fondamentales de la charte d'Amiens sont un héritage lourd à assumer. Aussi, quand les leaders de la confédération continuent de s'y référer, personne ne les prend plus au sérieux.

F.O.Magazine n° 46, septembre-octobre 70.

Editorial "*Un bilan positif*". Nous mettrons encore Bergeron à contribution. Les problèmes qu'il soulève dans cet article sont trop importants pour que, dans un bulletin comme celui-ci, nous les passions sous silence.

Bulletin modeste, dans lequel tout ce que nous avons à dire ne peut pas être écrit dans un seul numéro. C'est pourquoi nous reviendrons prochainement sur le "bilan positif" de l'action syndicale de ces dernières années, en détaillant quelques accords signés par les organisations fédérales ou confédérales.

Ce qui frappe dans l'article considéré c'est l'absence totale de références aux actions directes des travailleurs durant ces vingt dernières années.

Expliquer les quelques résultats positifs uniquement par la politique contractuelle, le paritarisme, comme si rien d'autre ne s'était passé, c'est se voiler la face, feindre d'ignorer un certain nombre de réalités et entrer dans le jeu du C.N.P.F. (voir l'argumentation de Ceyrac lors du face à face avec Séguy à la télévision).

C'est aussi vouloir faire croire que seule la tactique conventionnelle amène des résultats alors que nous savons bien que la plupart du temps les accords ou conventions sont le résultat (direct ou indirect) d'actions, de grèves.

Le patronat, l'état, cèdent sous la pression de l'action directe ou avant son déclenchement pour la prévenir. Sans compter que souvent aussi les avantages octroyés sont une nécessité pour nos adversaires: pour assurer la paix sociale, pour moderniser leur appareil de production.

Faire le bilan de l'action syndicale de ces vingt dernières années en chantant les seules vertus des tables rondes, en oubliant mai-juin 68, les grèves importantes, dures, de 66 et 67 (Dassault, Saint Nazaire, Saviem à Caen, Rodiacéta, la grève de 24 h du 11 décembre 64, la grève des mineurs en 1963, premier échec important du gaullisme, les grèves de Nantes et de Saint-Nazaire en 1955, la grève générale des fonctionnaires en 1953 (pour ne citer que les faits les plus marquants)... est une bien curieuse façon d'écrire l'histoire.

Pour notre part nous restons convaincus que ces manifestations de la lutte des classes ont fait beaucoup plus pour l'amélioration de nos conditions d'existence que les longues heures de négociations et d'échange de statistiques autour des tapis verts.

CORRESPONDANCE:

J.SALAMERO 71 Quai des Chartrons - 33 - BORDEAUX

ou

Marc PREVOTEL B.P. 15 - 50 - BEAUMONT HAGUE

Abonnements et souscription: Marc PREVOTEL C.C.P. ROUEN 1753 41 N

NOUS NE SOMMES NI A L'EST, NI A L'OUEST !

Autant il est vrai, et nous le savons tous, que les régimes communistes en place, où qu'ils se trouvent, ont et ont eu des effets néfastes, dans tous les cas et à bien des égards, pour les travailleurs de ces pays, autant nous observons que de tels effets ne sont pas l'apanage des seuls pays communistes.

Les anarcho-syndicalistes appartiennent à une tendance du mouvement ouvrier qui a chèrement payé, dans le monde entier, sa lutte contre le bolchevisme. Quand nous parlons des communistes, nous savons de quoi nous parlons. Aussi sommes-nous à l'aise pour faire des comparaisons.

Notre secrétaire général aurait pu en d'autres temps, par exemple à l'occasion du massacre fait par les américains à Saint-Domingue, ou dernièrement pour condamner l'intervention des U.S.A. au Cambodge, interrompre ses vacances comme il l'a fait en août 68 lors de l'entrée à Prague des troupes du Pacte de Varsovie.

Au contraire, au nom d'un anti-communisme maladif il nous rabat seulement les oreilles à propos du péril rouge.

Entre les deux blocs il semble, pour le bien de tout le monde, qu'il ne faille pas choisir. Or vous, vous avez choisi et malheureusement votre choix n'est pas plus judicieux que celui de nos collègues (ceux d'avant la scission). Comment se fait-il donc qu'au nom de la liberté et de l'objectivité vous ne parliez pas (ou si peu) des tares du "cousin d'Amérique"?

Qui ne dit mot consent. Nous pensons donc que pour soutenir l'Internationale (étant bien entendu que la dite internationale ne l'est que pour une moitié du monde, comme le dira bientôt le Petit Larousse illustré) vous cautionnez la politique de colonisation économique dictée par le grand capital américain qui veut que la Grèce soit dirigée par les colonels pour leur fourguer des armes, l'Espagne par Franco, pour garder les bases stratégiques et l'Amérique latine par des marionnettes aux ordres de la mafia financière des Etats-Unis qui ont la main lourde pour matraquer le peuple avec la bénédiction de la papauté et les conseil "techniques" des spécialistes du F.B.I. ou de la C.I.A.

Aussi il se produit en Amérique latine un phénomène que nul ne peut ignorer, inhérent à ce genre de régimes: accroissement de la guérilla, du terrorisme urbain et rural qui ont toutes chances de conduire (c'est de la logique élémentaire) à des régimes du genre de celui de Cuba que vous combattez par ailleurs.

En conclusion, les tortures brésiliennes valent bien la censure moscovite. Tâchez donc de faire preuve d'un peu plus d'objectivité et de bon sens.

VIENNENT DE PARAITRE:

- | | |
|-------------------|--|
| Jean BARRUE | <i>L'Anarchisme aujourd'hui.</i>
suivi de: <i>La réaction en Allemagne</i> (de M. BAKOUNINE)
Ed. Les Cahiers Spartacus %%% |
| Maurice JOYEUX | <i>L'Anarchie et la révolte de la jeunesse.</i>
Ed. Casterman |
| Luis MERCIER-VEGA | <i>L'incroyable anarchisme.</i>
Ed. U.G.E. (10/18) |
| Frank MINTZ | <i>L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire.</i>
Ed. Bélibaste. |

L'autre soir à la télévision, au cours du face-à-face avec CEYRAC du C.N.P.F., SEGUY a dit :

"Nous sommes syndicalistes, mais nous sommes aussi patriotes".

Et bien nous, NOUS SOMMES SYNDICALISTES, DONC NOUS NE SOMMES PAS PATRIOTES.

LA REPRESSION

L'affaire est pourtant simple.

Il ne s'agit pas de savoir si nous sommes ou non d'accord avec les militants poursuivis, mais si les divergences au sein du mouvement ouvrier doivent être réglées entre-nous ou par les flics.

Et puisque les statuts de F.O. prévoient que le mouvement syndical ne peut se désintéresser du régime politique dans lequel il se développe, il s'agit de savoir si on est pour ou contre la république de Marcellin.

Qu'on ne cherche pas d'échappatoire en nous rappelant la république de Brejnev. Nous en savons autant que vous et vous savez ce qu'on en pense. Mais un flic n'excuse pas un autre flic.

Entre les matraques de Brejnev et les matraques de Marcellin il n'y a pas de différence de nature; il n'y a que des différences de quantité. Or, pour nous, le quantité style Marcellin c'est déjà beaucoup trop.

Et si on vous pose la question, c'est qu'on finit par avoir des doutes: pour vous, est-ce trop ou pas assez?

Quelle que soit la réponse, prenez vos responsabilités: gueulez-la bien fort, que tout le monde sache à quoi s'en tenir.

SIGNATURE OU PAS ?

Après la parution du n° 1 on nous a reproché l'absence de signature au bas des articles. Nous estimons que les arguments pour et contre se balancent.

L'important dans une analyse, c'est sa cohérence, et non la personnalité de l'auteur.

Nous ne sommes pas intéressés par les querelles de personnes, mais par les problèmes fondamentaux qui se posent au mouvement ouvrier dans le monde actuel.

Pour le moment nous ne voyons pas la nécessité de mettre des signatures sous des textes qui s'en passent fort bien.
